

États-Unis

*Un plan de relance historique*

P.2

Logement

*Les élus nantais veulent un  
plan d'urgence*

P.4

Meeting place Stalingrad

*Sous la pluie, l'espoir*

P.7



## Édito :

Alors que Nantes se pare d'illuminations pour les fêtes de fin d'année, la ville a été le théâtre d'une manifestation de force des catholiques intégristes devant l'église Notre-Dame-de-Bon-Port, empêchant la tenue d'un concert de rock organisé par le Lieu Unique le 7 décembre. Une centaine de fanatiques ont empêché les 360 auditeurs d'entrer dans l'église, en chantant des cantiques, criant au blasphème et au satanisme, terrorisant l'organiste et compositrice suédoise Anna von Hausswolff.

Cet épisode en rappelle malheureusement d'autres, où les tenants d'une vision sclérosée du monde cherchent à imposer leurs idées au détriment de la liberté de créer. L'exposition « Libres comme l'art » actuellement visible place du colonel Fabien (voir page 6) est une belle illustration de la force subversive de l'art. **La tribune dont nous avons reproduit des extraits, signée par Frédéric Hocquard,**

**Carine Rolland et Aymeric Seassau, vient en soutien affirmé des artistes face à leurs détracteurs, en appui à l'audace de créer face aux peureuses réactions bigotes.**

Il se trouve que cet événement n'arrive pas tout seul. Il s'inscrit dans un contexte malsain où le pire se dit et s'écrit sans retenue ni condamnation tangible. Le nouveau candidat d'extrême-droite aux présidentielles, dont la lancée en orbite a été très orchestrée, peut ainsi éructer son fiel de haine sans craindre d'être frappé d'inéligibilité. Les primaires au parti Les Républicains ont témoigné d'une surenchère de projets réactionnaires, racistes, méprisants à l'égard du peuple.

Certains élus de la droite locale, d'ailleurs, prennent des positions honteuses de soutien aux « thérapies de conversion », ou « thérapies de réorientation sexuelle », qui

considèrent l'homosexualité comme une maladie mentale à corriger.

Pendant ce temps, la gauche ne parvient pas à se faire entendre, discréditée par des décennies de promesses non tenues, sur la défensive, tétanisée par une droite qui remplit l'espace médiatique, avec des résultats de sondages dont l'addition ressemble à la tête à Toto... de quoi donner des raisons aux abstentionnistes de s'abstenir.

Pendant ce temps, le discours de Fabien Roussel fait son chemin avec détermination, intrigue, dérange, fait parler. **Il y avait longtemps qu'un communiste n'avait pas été autant sollicité, médiatisé, c'est une excellente nouvelle !**

**Bonne fin d'année à toutes et à tous !**

**Pierre DAGUET**

## Honduras



Xiomara Castro de Zelaya est la nouvelle présidente de la République du Honduras et **la première femme à occuper la plus haute responsabilité politique dans ce pays d'Amérique centrale.**

Femme de gauche, c'est dès le premier tour de l'élection et avec 52 % des voix que la nouvelle présidente est parvenue à remporter le scrutin face à son rival de droite Nasfry Asfura. Un résultat sans appel conforté par un taux de participation de 68 %. Cette victoire met un terme à 12 ans de pouvoir exercé par les auteurs d'un coup d'Etat contre Manuel Zelaya, ancien président, déchu par les clans du narcotrafic en 2009.

**Xiomara Castro de Zelaya met ainsi fin à de nombreuses années de corruption qui ont profondément fait reculer les droits, la solidarité et la démocratie dans ce pays de 9 millions d'ha-**

## Victoire de la gauche

bitants. Confronté à une grave crise sociale, économique et environnementale, le pays avait besoin d'un changement politique.

**C'est désormais à la gauche de répondre aux aspirations populaires et de tourner le dos au néolibéralisme en place depuis 2009.** Le programme politique de la coalition « libre » est ambitieux et marque des ruptures profondes avec le passé. Au plan national, la présidente souhaite mettre en place une nouvelle constitution et un nouveau modèle socialiste et démocratique qui réduisent les inégalités, la violence et fasse avancer les droits des femmes.

Au plan international, elle veut rétablir des relations de confiance avec la Chine et ne cache pas sa sympathie pour Cuba et le Venezuela.

## Victoire pour la paysannerie indienne !



Depuis plus d'un an, les paysans indiens se mobilisaient dans ce qui était devenu le plus grand mouvement agricole de l'histoire contre une série de réformes les concernant (voir NLA 1039). Ces lois, qui permettaient aux agriculteurs de vendre leur production hors des marchés régulés par l'État, constituaient une aubaine pour l'agrobusiness. Un véritable affront dans ce pays où 70 % des 1,3 milliard d'habitants dépendent directement de l'agriculture.

Malheureusement pour le **gouvernement d'extrême-droite du président Modi**, la combativité exemplaire des paysans qui bloquent depuis plus d'un an les grands axes routiers autour de Delhi a fini par payer. Le gouvernement a annoncé un processus législatif visant à abroger ces dispositions. Il faut dire que les élections législatives approchent dans cinq États essentiellement agricoles du nord de l'Inde. Malgré tout, la répression du mouvement a coûté la vie à 700 Indiens depuis un an.

Les communistes ont joué un rôle prépondérant dans cette victoire par le biais de leur syndicat agricole, le All India Kisan Sabha. Après avoir félicité les paysans pour leur lutte, le comité central du Parti communiste d'Inde a appelé les jeunes, les étudiants, les ouvriers, et les femmes qui ont soutenu le mouvement à **renforcer leurs luttes dans l'unité pour faire reculer le gouvernement** sur les autres mesures antisociales promulguées depuis un an.

Ces événements, largement passés sous silence dans la presse française, constituent une des plus éclatantes démonstration de force des agriculteurs à l'heure de **la libéralisation à marche forcée des agricultures** des pays du Sud.



## États-Unis

### Un plan de relance historique

**La chambre des représentants des États-Unis d'Amérique a adopté le 19 novembre dernier le Build Back Better Act (BBB, loi pour reconstruire mieux).** Si son adoption au sénat prévoit d'être plus compliquée, il s'agit d'une première victoire pour le président Joe Biden qui a fait de la relance économique son cheval de bataille.

Cette série de réformes est historique par son ampleur : **avec 1 800 Md \$ d'investissements sur dix ans dans les infrastructures publiques, il s'agit tout simplement du plus important effort public états-unien depuis le New Deal de F. Roosevelt en 1934.** A la clef un programme de lutte contre le chômage avec la création de millions d'emplois mieux rémunérés et protégés. Outre les routes, les ponts, les réseaux de distribution d'eau et d'électricité, ce sont plus d'un million de logements abordables qui doivent être construits.

Une grande partie de ces investissements iront en direction de la transition environnementale en finançant les énergies renouvelables tout en maintenant l'énergie nucléaire sur le territoire des États-Unis – un changement majeur par rapport aux compromissions de Trump avec l'industrie du pétrole.

En outre, le BBB généralise l'accès à l'école dès trois ans et étend les congés parentaux. L'accès à une assurance santé est également facilité tandis

que le marché pharmaceutique sera encadré. Enfin, des crédits d'impôts à destination de la presse locale sont destinés à maintenir la pluralité dans les médias.

**En revanche, le Congrès s'est également distingué en votant un budget militaire record de 778 Md \$, en hausse de 100 Md \$ par rapport au dernier budget de l'ère Trump, déjà un record.** Si les conservateurs n'ont eu cette fois aucun souci à approuver ces dépenses publiques, les démocrates progressistes les ont refusées alors que les actes agressifs des États-Unis dans l'océan Pacifique se multiplient.

L'essentiel du plan Biden sera financé par des hausses d'impôts sur les grandes multinationales et les classes les plus riches ainsi que par la lutte contre l'évasion fiscale. Le président des États-Unis peut s'appuyer sur un mouvement syndical redevenu combatif, la centrale AFL-CIO ayant appelé ses membres à interpeller les parlementaires.

Alors que les démissions dans les emplois mal-payés et les grèves se multiplient dans l'éducation, la santé ou les travaux publics, les travailleurs s'organisent. **À Buffalo, des salariés ont ainsi gagné le droit de monter le premier syndicat chez le géant du café Starbucks.**

## Jeux olympiques de Pékin 2022

### Un boycott pour quoi ?

Alors que les relations entre la Chine et les États-Unis ne cessent de s'envenimer, ces derniers ont annoncé le boycott diplomatique des **Jeux olympiques d'hiver prévus en janvier à Pékin pour protester contre « les crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang »** région autonome ouïgoure au nord-ouest de la Chine. Ils ont depuis été rejoints par le Canada, le Royaume-Uni et l'Australie. La France, échaudée par le coup de Trafalgar dans l'affaire de la vente de sous-marins à l'Australie – déjà un acte agressif contre la Chine –, ne participera pas à cette action.

Que cette **action apparaisse hautement symbolique** alors que les délégations sportives des pays concernés participeront

bien aux Jeux – il ne faudrait pas priver les sponsors, Coca Cola en tête, de leur poule aux œufs d'or – est une chose, que les raisons invoquées n'aient pas été étayées par d'autres sources que celles en lien avec l'appareil d'État américain en est une autre.

Mais on sera bien en peine de ne pas rappeler aux États-Unis leurs crimes – bien documentés ceux-là – à l'occasion : invasion de l'Irak, blocus contre Cuba, soutiens aux coups d'État en Bolivie, au Venezuela, au Brésil, à l'occupation israélienne de la Palestine, à l'Arabie saoudite, plus haut taux d'incarcération au monde... **Pour rappel Los Angeles accueillera les Jeux d'été en 2028.**



## Vente d'armes

Macron le nouveau Lord of War



En déplacement dans la péninsule arabique au début du mois, Emmanuel Macron a fait coup double dans l'ignoble : **il est d'abord devenu le premier dirigeant occidental à rencontrer le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane depuis que celui-ci est accusé d'avoir commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018, puis il a conclu un contrat d'armement record avec les Émirats arabes unis (EAU).** Pour 16,6 Md €, ce sont donc 80 Rafale de Dassault et 12 hélicoptères Caracal qui viendront garnir l'arsenal de l'armée émiratie.

L'hypocrisie de la France dans son soutien à ces deux régimes parmi les plus réactionnaires de la planète pourrait prêter à sourire tant elle tranche avec les rodomontades paternalistes dont elle est coutumière envers des États pacifiques pour peu qu'ils choisissent de se développer hors du capitalisme – rappelons-nous des leçons de démocratie adressées à Cuba ou le soutien aux putschistes vénézuéliens. **Mais ces ventes d'armes à destination de dictatures auront pour conséquence la répression accrue des rares opposants sous la main de fer de l'État.**

Pire encore, l'Arabie saoudite et les EAU sont directement impliqués dans l'agression contre le Yémen depuis désormais six ans et demi et qui a déjà fait plus de 400 000 victimes. **Les deux pays sont accusés de nombreux crimes de guerres, enlève-**

**ments, tortures, assassinats par la Fédération internationale des droits humains.** Il était établi de longue date que l'Arabie saoudite ne s'était pas privée pour utiliser des canons CAESAR de fabrication française dans ses opérations offensives et que des navires livrés par la France participaient au blocus naval qui a jeté 11 millions de civils yéménites dans la famine et ce en toute connaissance de cause par la ministre des armées Florence Parly.

**Récemment, le média d'investigation Disclose révélait qu'en 2016 François Hollande avait arbitré en faveur du ministre de la défense Jean-Yves Le Drian dans la vente de munitions à l'Arabie Saoudite contre l'avis du ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault** alors même que le gouvernement avait connaissance de l'utilisation de ce matériel de guerre au Yémen.

Au vu de ces précédents, tout laisse à penser que les armes françaises vendues aux EAU seront utilisées dans le massacre du peuple yéménite en toute connaissance d'Emmanuel Macron et du gouvernement. **Fin octobre, des sources issues du milieu de la défense saoudienne révélaient que Riyad serait en négociation avec le français Nexter pour la livraison de véhicules blindés.**

## Frontières européennes

Les migrants ne sont pas des bêtes



L'Europe assiste quotidiennement aux drames humains qui se déroulent à ses portes, sur ses routes, ses voies de chemin de fer, ou ses cols de montagne. **Tous les jours, des dizaines de migrants meurent, victimes des conséquences de la guerre et de la pauvreté qu'ils fuient, au péril de leur vie.**

A travers les plaines d'Europe mais aussi sur les mers, ils sont des victimes, une nouvelle fois. Non pas des bombardements mais de passeurs peu scrupuleux, de passeurs meurtriers, de gouvernements qui utilisent les migrants comme moyens de chantage, de gouvernements qui ferment les yeux et se bouchent les oreilles. Le 24 novembre dernier dans la Manche, la mort de plus de 30 migrants embarqués sur des radeaux de fortune a suscité l'effroi. Peu avant, le 12 octobre, 3 migrants algériens sont morts sous les roues d'un train à Saint-Jean-de-Luz. Aujourd'hui c'est à la frontière de la Pologne et de la Biélorussie que plusieurs milliers de réfugiés d'Afghanistan et de Syrie sont « parqués » sans solutions de déplacement.

Certes, **les dirigeants de l'Union européenne expriment leurs vives émotions. Mais la tragédie ne date pas d'hier** et l'ONU dénombre des milliers de morts parmi les réfugiés qui tentent de rejoindre le continent « providence ». En Méditerranée, dans la Manche ou bien encore sur les cols alpins, « l'Europe forteresse » porte la responsabilité de beaucoup de ces drames. Les accords du Touquet qui font peser sur la France les politiques d'accueil du Royaume-Uni ; les directives de Dublin pour les demandeurs d'asile qui font l'objet d'une procédure administrative, vont à l'encontre du droit et des conventions internationales et ne résolvent en rien la détresse de celles et ceux qui veulent s'installer, travailler et vivre en Europe.

Les traités et autres accords internationaux sur les migrations sont dans les faits des textes souvent intolérables au regard des situations vécues par les vrais premiers concernés, les migrants eux-mêmes. Non, l'émotion ne suffit plus, **la France et l'Europe doivent prendre des initiatives pour sécuriser et légaliser l'accueil de toutes celles et ceux qui cherchent une terre d'asile, dans le respect des droits et des lois.** N'est-ce pas là tout simplement l'Histoire de l'Humanité ?

## Discours de haine

L'assemblée rejette la résolution



Le 2 décembre à l'Assemblée nationale, Fabien Roussel présentait une « **Proposition de résolution visant à lutter contre la banalisation des discours de haine dans le débat public** ». Après avoir rappelé le rôle des médias, réseaux sociaux, prises de positions publiques dans une évolution pour le moins délétère, fourni des chiffres et donné des exemples marquants, le député communiste en a appelé à la vigilance absolue à l'égard des discours de haine portés dans l'espace public et à la fermeté totale à l'égard de ceux qui transgressent les lois.

Les élus se devant d'être irréprochables, voire exemplaires, le candidat à la présidentielle proposait alors que les personnalités condamnées pour propos racistes ou discriminatoires soient frappées d'inéligibilité. Un vote positif à cette résolution aurait été un message fort, sans pour autant se substituer à la justice qui détient en l'affaire le dernier mot.

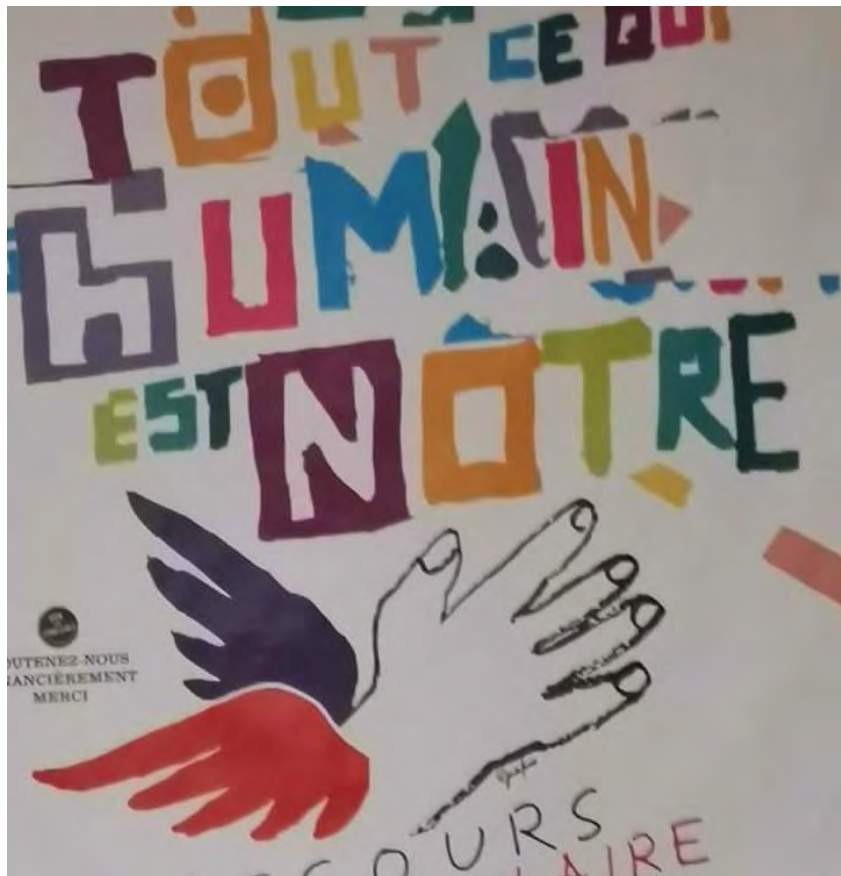
**Le scrutin en a décidé autrement, avec 22 voix pour, 32 contre et 1 abstention**

Ont voté pour la proposition : Francis Chouat (LaRem), Lamia El Aaraje (LaRem), Michèle Victory (socialistes), Yannick Favennec-Bécot (UDI), Jeanine Dubié (Libertés et Territoires)

Ugo Bernalicis, Alexis Corbière, Caroline Fiat, Jean-Luc Mélenchon, Mathilde Panot (Insoumis)

Moetai Brotherson, Alain Bruneel, Marie-George Buffet, André Chassaigne, Pierre Dharréville, Jean-Paul Dufrègne, Manuëla Kéclard-Mondésir, Karine Lebon, Jean-Paul Lecoq, Stéphane Peu, Fabien Roussel, Hubert Wulfranc (communistes)

À noter chez les non-inscrits 2 votes contre : Albane Gaillot et Matthieu Orphelin.



## Secours Populaire

Un nouveau local en Loire-Atlantique

Le 25 novembre dernier, le Secours Populaire de Loire-Atlantique inaugurerait ses nouveaux locaux, en présence d'Henriette Steinberg, secrétaire générale du Secours Populaire, Mario Papi, trésorier national.

Ainsi, sur 880 m², le site permet un accueil décent pour les personnes accueillies et garantit le bien-être des bénévoles et des salariés. Si cette opération consolide le fonctionnement habituel, elle permet surtout l'ouverture vers de nouveaux projets solidaires. Comme le souligne Danielle Alexandre, secrétaire générale en Loire-Atlantique « **L'alimentaire est une porte d'entrée permettant d'installer le dialogue, de créer des liens et de jouer pleinement de jouer notre rôle d'éducation populaire avec un accès à la culture, au sport, au bien-être, au soutien scolaire. La pandémie a aggravé la précarité étudiante jusque dans les grandes écoles ainsi que des personnes âgées déjà isolées par la vie. Ce qui est frappant et sur quoi nous alertons depuis longtemps, c'est la fracture numérique qui touche toutes les catégories et tous les âges.** »

La solidarité passe également par le Solidaribus qui depuis 12 ans permet d'assurer des permanences dans 14 communes. « Nous avons un bénéficiaire, père de 5 enfants, qui fait 20 kms en mobylette pour venir chercher un colis alimentaire, nous confie Danielle, avoir un logement social, c'est bien, mais souvent en zone rurale, il n'y a pas de moyens de transport, pas de boulot et la précarité est tout aussi rude ». L'installation a pris plus de temps que prévu : six propriétaires de la rue du Maine ont déposé des recours contre la venue de l'association. Malgré les réflexions déplacées ou les incompréhensions de certains, le Secours Populaire continue sa mission pour rendre leur dignité à ceux qui sont sur le bord de la route. Et **Danielle de conclure « Donner du pain, oui... mais surtout les faire grandir et leur apporter du bonheur, de l'estime de soi.** »

## COVID Long

Une prise en charge lacunaire



**Que ce soit au niveau des soins, ou que ce soit au niveau des pertes économiques liées à l'impossibilité de travailler, des réponses urgentes doivent être apportées face à l'ampleur et à la gravité de ce sujet de santé publique. Nous reproduisons ici des extraits du courrier adressé par Fabien Roussel à Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé :**

« Monsieur le ministre,

Je tiens à attirer votre attention sur le sort préoccupant de milliers de Françaises et Français affectés par des « Covids longs », dont le nombre ne cesse d'augmenter au fil

des semaines. Selon plusieurs sources médicales, 30 % des personnes contaminées seraient atteintes de cette pathologie sévère.

Après avoir été infectés par le virus, ces femmes et ces hommes, souvent jeunes et en bonne santé, et parfois même des enfants, présentent divers symptômes très invalidants et ancrés dans la durée : troubles neurologiques, paralysies, douleurs musculaires, épuisement chronique, difficultés respiratoires, embolies pulmonaires...

La vie de ces malades s'en trouve totalement bouleversée, chaque effort physique étant source de souffrance physique. Nombre d'entre eux sont contraints de cesser toute activité professionnelle et deviennent totalement dépendants de l'aide de leur famille et de leurs proches pour tout acte du quotidien.

Pour autant, bien que la pathologie soit aujourd'hui officiellement reconnue, la prise en charge de nos concitoyens atteints de Covid long reste plus que lacunaire. Ceux-ci ne peuvent en effet bénéficier des dispositions de l'affection de longue durée (ALD) et doivent dépenser des sommes considérables pour des soins aujourd'hui non remboursés. De même, ils doivent faire face à des pertes de salaire non indemnisées qui, trop souvent, les exposent à la précarité financière. Aux graves problèmes de santé, s'ajoutent alors d'importantes difficultés matérielles qui dégradent encore davantage leur état de santé psychologique...

En outre, l'infection par le virus chez celles et ceux qui ont continué à travailler durant les phases les plus aiguës de la crise sanitaire, pour la sauvegarde économique et sociale de notre pays, ne donne toujours pas lieu à reconnaissance en maladie professionnelle. Bien qu'ayant continué à exercer leur activité, au risque d'être exposés au coronavirus, ces « soldats du front » se voient refuser l'attribution de ce statut. C'est notamment le cas de personnels soignants, touchés par le Covid long, qui n'ont pas été hospitalisés, ni placés sous oxygénothérapie et qui ne peuvent donc prétendre à bénéficier des mesures prévues par le décret n°2020-1131 du 14 septembre 2020.

L'ampleur et la gravité de ce sujet de santé publique appelle des réponses urgentes ».

## Logement

Les élus nantais veulent un plan d'urgence



Tension sur le logement, dispositifs d'hébergement insuffisants, baisse de la construction, le tout alimenté par une croissance importante de la population : face à la situation, le groupe **Gauche Commune** réclame un plan d'urgence, à travers dix propositions :

- 1. Un choc de construction via un plan de rattrapage de création de logements neufs** accessibles à tous, en particulier de logements sociaux nous permettant de rattraper le retard pris sur nos objectifs PLUM et PLH. Pas un projet ne doit sortir de terre sans logements locatifs sociaux.
- 2. Un moratoire sur la destruction de logements sociaux** dans l'attente de la reconstitution du patrimoine impacté par les opérations de renouvellement urbain.
- 3. La mise en oeuvre d'une stratégie foncière offensive nous permettant de sanctuariser des secteurs** pour construire du logement locatif social mais aussi du logement abordable, de type accession en bail réel solidaire.
- 4. La popularisation des dispositifs de type agence immobilière à vocation sociale** afin que les propriétaires privés qui hésitent à louer soient incités à le faire en direction de personnes entrant dans les conditions de ressources des logements locatifs sociaux.
- 5. Le recensement et la mise à disposition des fonciers non pollués inutilisés afin de per-**

**mettre l'accueil digne des populations non sédentaires**, qu'elles soient gens du voyage ou venant de l'Europe de l'est.

**6. Le développement de baux précaires permettant l'occupation du bâti en attente** de projets nouveaux, en lançant un appel à tous les propriétaires privés de bien disponibles immédiatement.

**7. L'appel à la responsabilité de tous les acteurs, notamment privés pour mettre à disposition**, via un soutien de la ville, des espaces aujourd'hui vacants pour le secteur associatif, lui aussi concerné par la pénurie de lieux et la tension foncière immobilière dans la ville.

**8. Immédiatement, la réquisition par l'État des bâtiments aujourd'hui vides** et, à moyen terme, le transfert plein et entier de cette compétence aux collectivités.

**9. L'augmentation de la taxation sur les résidences secondaires**, afin de lutter contre l'augmentation du nombre de résidences secondaires, non louées ou utilisées pour des locations de courte durée (de type Airbnb) et mettre à contribution les plus aisés.

**10. L'arrêt des réformes gouvernementales affaiblissant le logement social** : réduction des APL ; incitation à la vente de logements sociaux, application d'un taux maximal autorisé pour la construction de l'habitat social.

## Outre-mer

*Un grand plan d'urgence est nécessaire*



Le feu couve depuis trop longtemps en outre-mer, et malgré les alertes – les mouvements de grève massifs contre la « profitation » de 2009 sont encore dans toutes les mémoires – rien ou si peu a été fait.

Début décembre il y a eu de nouvelles poussées, quasi-insurrectionnelles, le passe sanitaire et les contraintes imposées par un pouvoir discrédité ayant mis le feu aux poudres. Au-delà, ce sont des questions de vie chère, de manque de moyens dans les services publics – eau et assainissement, hôpitaux... – de reconnaissance en général – la faiblesse de la prise en compte du scandale lié au chlordécone – qui mobilisent toute une population. Aux Antilles particulièrement, la mémoire de la colonisation et des scandales sanitaires d'État a contribué à délégitimer l'action publique et ralentir la campagne de vaccination.

En Guadeloupe et en Martinique, où la grève générale a été largement suivie, de nombreuses routes ont été coupées par des barrages, démontés par les forces de l'ordre et remontés dans la foulée par la population. Notons au passage la rapidité avec laquelle l'État a su déployer des gendarmes supplémentaires aux Antilles pour réprimer les manifestations, à rebours de sa lenteur pour faire parvenir du personnel soignant dans ces territoires.

La situation sociale, déjà tendue avant la crise, a été amplifiée par la pandémie. Selon Jean-Philippe Nilor, député de la Martinique siégeant au sein du groupe GDR, les prix ont augmenté de 68 % pour le pain et de 67 % pour le gaz domestique en deux ans et ce alors que le niveau des salaires est plus bas que dans l'hexagone.

La réponse gouvernementale, hors sujet, évoque une ouverture à la discussion sur une éventuelle autonomie. Bien évidemment, la question de l'autonomie ou de la souveraineté de plusieurs territoires d'outre-mer est posée de longue date par les acteurs politiques locaux, notamment en Martinique. Mais face à une crise sociale au long cours, les diversions institutionnelles du ministre des outre-mer Sébastien Lecornu ne trompent personne.

Fabien Roussel a réalisé du 16 au 21 novembre un déplacement en Guyane, Guadeloupe et Martinique où il a rencontré élus locaux et syndicats et reçu le soutien des partis communistes martiniquais et guadeloupéen. Fabien Roussel a appelé au lancement d'un grand plan d'urgence pour les outre-mer.

### ENEDIS



Depuis le 5 octobre, les agents d'ENEDIS (distribution de l'électricité) de Rezé sont en grève pour dénoncer l'affaiblissement du service d'astreinte, en Loire-Atlantique et en Vendée. La réorganisation du service proposée par la direction ne passe pas.

Aujourd'hui, 6 agents assurent une continuité du service 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, pour prendre en charge les dépannages et les appels d'urgence. La direction d'ENEDIS propose que les agents d'astreinte ne soient plus que deux, de 20h à 6h du matin. Au dire de la direction, cette nouvelle organisation permettrait d'améliorer le service rendu aux usagers. Avec trois fois moins de personnel et en imposant aux deux agents les trois-huit, la direction pense améliorer la qualité du service rendu. Incroyable mais vrai !

### La grève se prolonge

Pour la CGT, la direction « refuse le dialogue ». L'organisation syndicale entend défendre le service public et pointe du doigt la direction qui fait le choix de perturber le raccordement des usagers, en cette période hivernale, pour réduire ses dépenses de personnel.

La filiale d'EDF reste sourde, et par voie de presse, s'offusque des conséquences de cette grève dont elle est totalement responsable. La production, le transport et la distribution d'électricité vont jouer un rôle important dans les campagnes électorales de 2022. Pour les usagers, pour les personnels et pour le service public, rien ne remplacera un monopole public de l'électricité autour d'EDF, entreprise publique, doté du savoir-faire d'agents dont le statut doit être préservé et renforcé.

### ATSEM

#### Les agents territoriaux en grève

Les ATSEM (Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) de la ville de Nantes sont en grève depuis le 29 novembre dernier. Ainsi, pas moins de 150 agents ont décidé de faire entendre leur voix et leurs revendications. En cause, la hausse de leur temps de travail.

Depuis 1997, un protocole signé avec la mairie de Nantes, pour compenser la pénibilité et l'usure au travail des agents, prévoit un temps de travail annuel de 1502 heures. Or, la loi de transformation de la fonction publique fixe à 1607 le nombre d'heures annuelles que doivent travailler tous les agents publics. C'est-à-dire que les accords sociaux signés entre les agents et la collectivité sont caducs ! C'est une remise en cause du dialogue social et des engagements pris entre les différentes parties. La loi oblige donc les agents à travailler plus.

Pourtant, être ATSEM est un métier difficile. Epuisement, stress, multiplication des tâches... sont le lot quotidien de ces salariés à qui l'application stricte de la loi va rallonger le temps de travail. Les journées sont de plus en plus longues et beaucoup craignent de ne pouvoir tenir la cadence de travail. D'ailleurs, les arrêts de travail et les demandes de temps partiels sont de plus en plus nombreux.

Les représentants CGT ont été reçus par la direction de l'Education et par le directeur des Ressources humaines de la ville de Nantes. Ces derniers n'ont pas voulu entrer en négociations, ni pour le maintien du protocole de 1997, ni pour la révision de la charte ATSEM qui fixe les règles d'accueil des enfants et de leur famille, ni pour le retour de la semaine de 4 jours, ni pour une fin de service harmonisée le mercredi à 12H30. Face à la surdité de l'Etat et de la ville, des débrayages sont prévus jusqu'aux vacances de Noël.



## Une tribune pour garantir l'accès aux spectacles



Suite à l'empêchement du concert d'Anna von Hausswolff sous la pression de catholiques intégristes français, Frédéric Hocquard, adjoint à la maire de Paris, Carine Rolland, adjointe à la maire de Paris en charge de la culture et Aymeric Seassau, adjoint à la culture à la maire de Nantes ont publié une tribune commune :

**« Garantir l'accès aux spectacles et aux expositions, c'est garantir l'État de droit »**

En décembre 2021, à Nantes et à Paris, l'intégrisme religieux a eu raison des arts et de la culture. Le plus inquiétant n'est pas qu'Anna von Hausswolff, l'artiste dont la musique a été abusivement qualifiée de « sataniste » soit en réalité une jeune musicienne de talent, profondément respectueuse des bâtiments religieux dans lesquels elle a l'habitude de jouer partout en Europe.

Le plus inquiétant n'est pas que les concerts de Nantes et de Paris aient été organisés en étroite collaboration avec les autorités religieuses compétentes, dans un esprit de dialogue respectueux des croyances et des opinions de chacune et de chacun.

Le plus inquiétant n'est pas que les organisateurs, victimes d'injures ignobles et de lâches actes de vandalisme, aient dû déplacer les concerts dans des délais extrêmement

étroits par sens des responsabilités et souci d'apaisement.

Le plus inquiétant n'est pas qu'à Paris, le concert de Anna von Hausswolff ait dû finalement être déplacé en catimini, sans publicité, de peur qu'il soit de nouveau perturbé.

Le plus inquiétant est sans aucun doute le risque d'un silence assourdissant... Ce silence, c'est celui de l'État dont la responsabilité est précisément de défendre cette liberté de diffusion et de création artistique. Tel n'a pas été le cas lorsque des troubles manifestes à l'ordre public n'ont pas été empêchés.

Parce que garantir l'accès aux spectacles et aux expositions, c'est garantir l'État de droit où la République n'est l'otage d'aucune croyance quelle qu'elle soit. Une fois passés la stupeur et l'effroi face à la manifestation d'un intégrisme que nous croyions, trop naïvement sûrement, cantonné aux siècles précédents, nous le disons aujourd'hui : ce silence doit cesser. (...)

Nous espérons pouvoir compter sur le concours de tous, de chacun, du plus grand nombre, conscients ensemble que la libre circulation des arts et des idées est dans l'histoire ce qui a toujours départagé la civilisation de la barbarie. »

## Germinal est à nous !

La Bibliothèque nationale préempte le livre



Mis aux enchères par la maison de vente Sotheby's, le manuscrit d'Émile Zola de l'adaptation au théâtre de *Germinal* est finalement resté dans le domaine public.

La communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut (Nord) avait remporté l'enchère pour 138 000 € mais l'État a fait jouer de son droit de préemption pour acquérir l'œuvre qui entrera désormais dans le fonds de la Bibliothèque nationale de France.

Cette action fait suite à la mobilisation de Fabien Rousset, attaché à ce texte emblématique du combat ouvrier et de l'histoire du Nord, qui avait interpellé Roselyne Bachelot, ministre de la culture. « On ne peut pas tout vendre dans ce pays, les usines, les savoir-faire, mais aussi des œuvres qui doivent faire partie du patrimoine culturel national et qui doivent rester en France » selon le député communiste.

L'adaptation au théâtre de *Germinal* avait été censurée lors de sa première parution en 1885 en raison de son contenu subversif avant de paraître dans une version plus édulcorée en 1888.

## Libres comme l'art



Jusqu'au 21 janvier 2022 se tient l'exposition « libres comme l'art » au siège du PCF. Sont ainsi mises en valeur une quantité impressionnante d'œuvres d'art, sculptures, peintures, photographies d'artistes qui ont été au Parti ou l'ont accompagné d'une manière ou d'une autre. Outre l'occasion de contempler un siècle de création artistique extrêmement variée, cette exposition montre à quel point le lien que le Parti communiste français a entretenu tout au long de son histoire avec les artistes a été prégnant.

Ceci d'autant que les œuvres présentées portent toujours une force politique assumée. Picasso, Léger, Giacometti, Cueco, Fautrier, Masson... dans ce bel écrin, lui-aussi œuvre d'art de Niemeyer, Place du colonel Fabien.

## Livre à paraître

100 ans de communistes en Loire-Atlantique (1920-2020)

Comme annoncé dans notre précédent numéro, le livre élaboré pendant le centenaire du Parti communiste français, fruit du travail collectif d'une petite équipe de militants de la fédération de Loire-Atlantique sortira en début d'année.

Le prix public est maintenant connu, 28€ prix public pour environ 280 pages aux éditions du Petit Pavé.

Vous pouvez d'ores et déjà participer à la souscription : 20 euros, à retirer lors de la manifestation de sortie ou par la suite à la fédération (41 rue des Olivettes, 44400 Nantes).



## Cosmopolis

Le Transsibérien arrive à Nantes

Cette année, avec le thème du Transsibérien, le festival « Tour de la Russie en 30 jours » peut enfin se tenir. Il se déroule de nouveau à l'espace Cosmopolis (passage Graslin) de Nantes du 10 décembre au 9 janvier 2022. Le vernissage de l'exposition « Transsibérien, à bord du mythe » a tenu lieu d'ouverture. Celle-ci nous plonge dans l'ambiance des immensités russes de l'Europe à l'océan Pacifique. Une magnifique exposition qui se découvre et se lit comme un voyage photographique. A l'honneur la culture russe et russophone, est proposée dans de nombreuses facettes. Non exhaustive bien évidemment, sujet à débat certainement.

Parmi les nombreuses initiatives : des expositions-photos (lac Baïkal) des concerts de musique (piano, rock-folk, traditionnelle, soirée de romances...), des conférences et rencontres, sensibles notamment autour de la Sibérie, du lac Baïkal. On y crociera pour le passage au nouvel an un film culte, « Ironie du sort », une comédie soviétique rituelle.

C'est l'association Russies étonNantes qui pilote le train de la découverte. La ville de Nantes est partenaire du voyage. Ainsi qu'il est dit dans la présentation du festival : « cette année, le tour de Russie sera une traversée » de 9000 km. A découvrir. Pajalouista !

## Meeting place Stalingrad



### Sous la pluie, l'espoir

C'est avant l'aube qu'une cinquantaine de communistes du 44 s'engouffrent dans le car en direction de Paris pour le meeting national de la place de la victoire de Stalingrad, rejointe à Angers par une délégation de militants du Maine-et-Loire.

La pluie n'a pas refroidi les espoirs, c'est une rencontre politique chaleureuse et combative avec des stands en toile de fond qui se donnent des élans fraternels de fête de l'Huma. Une belle mobilisation qui rassemble 3000 présents.

La question sociale est le cœur de ce rassemblement, « il faut garantir le droit universel au travail » lance Fabien Roussel. Le candidat communiste appelle à revaloriser le travail par les salaires, à « éradiquer le chômage et mettre toutes nos forces au service de l'émancipation humaine, de la France, de la planète et non plus au service de la finance », un but rassembleur et conquérant. S'appuyer sur une nouvelle construction - la Sécurité d'emploi formation - harmonisée avec d'autres moyens pris sur les profits et la financiarisation.

Relever le défi des Jours heureux, avec des actes concrets en proposant notre pacte pour la France, la priorité à la jeunesse avec « zéro jeune au chômage en 2023 ».

## Des solutions pour l'emploi et les salaires



Macron 5 ans au service des riches et de la finance

### Désindustrialisation

2,2 millions d'emplois supprimés dans l'industrie depuis 1980 et des dizaines de plans de licenciements et de délocalisations depuis l'arrivée d'E. Macron : Airbus, Renault, General Electric, Sanofi, Vallourec, Michelin ...

### Moins de droits sociaux

- Allongement du temps de travail.
- Gel des salaires et précarisation des contrats de travail.
- Recul de l'âge de départ à la retraite et baisse des pensions.
- Écart salarial moyen de 25% entre femmes et hommes.

### Casse des services publics

- 80 000 lits d'hôpital fermés depuis 2003 et 7 500 postes d'enseignants supprimés depuis 2017.

### Des salaires qui stagnent, des dividendes qui grimpent

- 60 milliards de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2021

### Tout le pouvoir aux actionnaires

- Facilitation des licenciements et plafonnement des indemnités, suppressions des instances représentatives du personnel...

Voilà en quelques mots le bilan du président Macron...

### En finir avec le chômage, c'est possible!

Nous permettrons à chacun d'alterner tout au long de la vie des périodes d'emploi et de formation, en étant toujours rémunéré, sans connaître le chômage.

Nous reconstruirons la France ensemble, en investissant dans l'école et la formation, en relocalisant l'industrie, en développant nos services publics, en participant nous-mêmes aux décisions dans les entreprises.

Oui, un travail ou une formation pour toutes et tous avec un salaire décent et une bonne retraite, c'est possible !

C'est le projet de Fabien Roussel à l'élection présidentielle 2022.

### S'attaquer à la finance pour partager les richesses

Nous devons reprendre le pouvoir à la minorité qui décide aujourd'hui. Il est urgent de changer ce système qui épuise autant les êtres humains que la planète.

C'est le défi des jours heureux !



## Souscription

Élection présidentielle

Ils ont des milliards,  
Nous sommes des milliers !



**SOUSCRIVEZ !**

La construction d'une alternative politique aux politiques de droite incarnées par Emmanuel Macron et les candidats de la droite traditionnelle ; la construction d'un débouché politique à la crise de la société qui fait prospérer les idées nauséabondes d'extrême droite autour d'Éric Zemmour et Marine Le Pen, nécessitent des moyens financiers à la hauteur des enjeux de financement durable du PCF et des campagnes qu'il entend mener. Le financement du PCF est une question politique, tout autant que le sens de ses candidatures, à l'élection présidentielle comme aux élections législatives. Les puissances financières sont parfaitement organisées pour voir leurs intérêts préservés et défendus en 2022. Plus que dans n'importe quelle autre force politique, nous attirons l'attention de tous les militants et militants communistes, de leurs sympathisants, sur le besoin de lever des fonds pour défendre les idées de progrès au service d'une visée, celle des jours heureux.

Je participe à la souscription exceptionnelle et je verse..... euros pour la campagne présidentielle de Fabien Roussel

(Les dons sont à effectuer par chèque à l'ordre de l'ADF et à envoyer à ADF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes. En effectuant un don à l'ADF vous bénéficierez d'un crédit de 66% sur votre impôt sur le revenu.)

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Téléphone : .....

E-mail : .....



**MOUVEMENT  
JEUNES  
COMMUNISTES  
DE FRANCE**

## Congrès 2022

Les 28, 29 et 30 janvier se tiendra à Paris le 43ème congrès du Mouvement des Jeunes Communistes de France. Entre combat pour la cause palestinienne, lutte contre la précarité étudiante et désormais la campagne électorale de Fabien Roussel (candidat PCF à l'élection présidentielle), le MJCF mène, a mené et mènera de nombreux combats importants auprès de la jeunesse.

À cette occasion la fédération de la JC du 44, qui est conduite par son nouveau secrétaire fédéral Marius Hego depuis le mois de mai 2020, présentera au congrès **une délégation de 7 membres qui viendront débattre avec les 393 autres délégués venant de tout le territoire français**. Dans la fédération du 44, les militants espèrent construire un débat démocratique digne de l'histoire et des valeurs du mouvement communiste, que ce soit du MJCF comme du PCF d'ailleurs.

Sur le terrain, les militants de la fédération de Loire-Atlantique sont passés à l'action depuis déjà plusieurs mois, entre diffusion de tracts à la fac et devant les lycées, l'organisation sur Rezé au mois de juillet d'un grand tournoi de foot en soutien à la **Palestine qui fut couronné de succès, la JC 44 prévoit aussi plusieurs formations ouvertes à tous, ainsi qu'une diffusion du film « Un octobre 1941 » de Marc Grangiens, qui traite de l'histoire des célèbres 50 otages et de la Résistance à Nantes.**



**La campagne électorale bat son plein. La droite s'est mise en ordre de bataille avec l'élection de sa nouvelle sauveuse suprême Valérie Pécresse** qui va venir défendre les forces du grand Capital en parallèle avec le président sortant, dieu tout puissant de La République En Marche, Emmanuel Macron qui lui va venir défendre son bilan désastreux alors que la droite extrême continue sa guerre contre la République avec de nouvelles violences au meeting de Zemmour. Face à cela, la JC ne se laissera pas faire et s'organise pour faire gagner ses idées portées par le seul candidat communiste et révolutionnaire, Fabien Roussel. Le combat est loin d'être gagné et les obstacles seront grands mais rien n'arrêtera la volonté des communistes car « **là où il y a de la volonté il y a un chemin** » Vladimir Ilitch Oulianov, Lénine.

Augeat Gabriel

## Hommages

### Dominique BALDINI

Dominique Baldini nous a quitté. Adhérent de la section PCF du Val de Loire, **Dominique avait fait le choix de s'engager au Parti communiste pour donner une suite à son engagement syndical au sein de la CGT.**

Ouvrier du bâtiment toute sa vie, il voulait se battre pour un monde meilleur. Nous présentons à Odette, à toute sa famille et à ses proches, nos plus sincères condoléances.

### Jo PATRON



**Le 7 décembre, nous avons appris avec tristesse le décès de notre camarade Jo Patron, prêtre ouvrier, militant sur la section Brière.**

Né le 27 mai 1931 à Touvois (44) à la limite de la Vendée, d'où était originaire sa famille de cultivateurs, Jo s'est très vite orienté vers un engagement religieux. Il est ordonné prêtre le 21 décembre 1957. Après 3 ans et demi dans l'agglomération nantaise à Chantenay, il est envoyé à Penhoët en août 1961 où il s'attache ensuite définitivement à cet estuaire.

En 1965, l'Église sous l'autorisation du pape Paul VI, reprend la démarche d'envoyer des prêtres travailler dans les chantiers et les usines pour se rapprocher du milieu ouvrier. Jo a le profil et est désigné pour devenir prêtre-ouvrier.

Le 14 septembre 1966 il est embauché comme manoeuvre dans l'entreprise Landrin et Fils. C'est la plus grosse entreprise du bâtiment et du génie civil de la région. Elle compte environ 300 salariés. Il est affecté dans l'équipe qui travaille au sein de la société nationale de constructions aéronautiques Sud-Aviation. Il fait l'expérience d'un travail pénible et mal considéré dont les journées dépassent souvent les 9 heures lui faisant dire « je réalise dans ma chair combien le travail manuel pénible écrase, détruit l'homme. Au fil des jours, je réalise qu'on ne vient pas au monde révolutionnaire, c'est la société qui nous le fait devenir. »

À la fin de l'année 1966, Jo adhère à la CGT. Si l'autorité ecclésiastique accepte, elle lui demande de ne pas avoir d'activité syndicale.

C'est mal connaître Jo qui ne peut concevoir les choses à moitié ! Il prend vite des responsabilités au sein de son syndicat en tant que délégué du personnel en 1967, se retrouve ainsi au cœur des mobilisations de mai à juin 1968. Permanent pendant 10 ans, il continuera à apporter son expérience jusqu'en 1990.

Son engagement est sans limite : Mouvement pour la paix, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des Peuples, Secours populaire qu'il relance sur Trignac en 2001. Il dépasse les frontières, Jo apporte son concours à l'association Takku Liggeey et travaille ardemment à créer un pont entre la Loire-Atlantique et le village de Samba Dia au Sénégal.

Militant communiste infatigable, il n'imagine pas une journée sans faire quelque chose. Sa vie, il l'a consacrée aux travailleurs et aux camarades et comme il le confiait à l'Humanité, il ne l'a jamais regretté.

**Jo va nous manquer : son sourire, sa bonne humeur, son humanité, lui qui a toujours rendu vrai ce proverbe sénégalais « C'est l'homme qui est le remède de l'homme »**

## « Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET  
Commission paritaire : N°0325 P 11519  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément CHEBANIER  
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Louis CHRETIEN Pedro MAIA  
Pascal DIVAY Michel GUILLOUX  
Véronique MAHE Catherine GRAVOILLE

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



## Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : .....PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... EMAIL : .....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)